

Les dépenses des gouvernements et des institutions au Québec

Denis Germain

Volume 48, numéro 1, avril-juin 1972

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1003687ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1003687ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Germain, D. (1972). Les dépenses des gouvernements et des institutions au Québec. *L'Actualité économique*, 48(1), 192-198.

<https://doi.org/10.7202/1003687ar>

dont l'accent se trouve présentement sur l'entraînement, devrait utiliser bien davantage le travail réfléchi contribuant à la solution des problèmes de la société.

Faisons étape ici. Nous sommes très conscients d'avoir soulevé plusieurs questions et d'avoir apporté peu de réponses, mais poser des questions constitue, en quelque sorte, notre spécialité. Nous espérons seulement que le rôle de ceux qui se sont fait une spécialité de soulever des questions reste utile pour la société.

Bernard BONIN

Les dépenses des gouvernements et des institutions au Québec* L'augmentation rapide des budgets des administrations publiques (gouvernements et institutions), au cours des dernières décennies, est un phénomène bien connu. Il en est de même quant à l'influence grandissante qu'exercent les gouvernements sur l'activité économique du pays, et qui résulte en partie de cette hausse des budgets. L'expérience récente a montré, par exemple, qu'une diminution des dépenses du gouvernement fédéral pouvait avoir un effet bienfaisant sur les prix, mais néfaste sur l'emploi.

Toutefois, des aspects importants de ce phénomène ont échappé jusqu'à récemment à l'analyse, faute surtout de données statistiques convenables. Il s'agit, d'une part, de l'influence relative des différents niveaux de gouvernement sur l'économie d'une région donnée, par exemple une province, et d'autre part, de l'importance des dépenses gouvernementales pour les différents secteurs de l'économie. L'établissement d'un modèle de relations interindustrielles fournit l'occasion de combler, au moins en partie, une telle lacune.

Les recherches dans ce sens, effectuées par le Bureau de la Statistique du Québec, ont permis d'obtenir des données intéressantes pour les années 1961 et 1966, concernant les dépenses des administrations publiques. Évidemment, les informations fournies

* Je remercie M. Réal Marshall, du Bureau de la Statistique du Québec, d'avoir fourni les données de base nécessaires à la rédaction de ce commentaire. Je remercie également de ses conseils, M. Roland Jouandet-Bernadat, de l'École des Hautes Études commerciales de Montréal.

par le modèle de relations interindustrielles du Québec laissent place à beaucoup d'amélioration, ce qui est normal. Déjà, d'ailleurs, les données pour l'année 1966 ont un degré de précision de loin supérieur à celles qui concernent l'année 1961. Il faut donc considérer l'ordre de grandeur des nombres plutôt que leur valeur absolue, mais il vaut quand même la peine que l'on s'y arrête.

Les quelques pages qui suivent seront donc consacrées à cette question. Plus précisément, il va s'agir d'une étude descriptive de la situation telle qu'elle ressort des tableaux que nous avons formés à partir des données de base¹. Ces données portent sur les dépenses en biens et services effectuées au Québec par les gouvernements et les institutions, selon les différents secteurs de l'économie. Elles permettent de distinguer entre les dépenses courantes (achats de biens et de services et versements de salaires) et les dépenses affectées à la formation brute de capital fixe (F.B.C.F.).

Remarquons immédiatement qu'en ce qui concerne les gouvernements, les paiements de transfert, les subventions, etc., ne sont pas inclus dans les dépenses. De plus, nous ne tenons pas compte, dans ce commentaire, des effets indirects ni des effets induits qui résultent des montants dépensés par les gouvernements et les institutions. En somme, nous ne présentons qu'un aspect de l'influence de ces administrations sur l'économie du Québec.

Les administrations considérées ici sont : le gouvernement fédéral, le gouvernement provincial, les municipalités, les commissions scolaires, les institutions d'éducation, les hôpitaux. Les données de base ont été regroupées en huit grands secteurs et elles ont été transformées en pourcentages afin de permettre les comparaisons.

Le tableau 1 présente les dépenses courantes en pourcentage du total pour chaque secteur de l'économie. Dans l'ensemble les dépenses se sont élevées, en 1966, à 2.5 milliards de dollars, soit 1.3 milliard en achats de biens et services et 1.5 milliard en salaires versés². Par rapport à 1961, ces montants ont plus que doublé.

1. Ces données sont tirées d'une version préliminaire du tableau des relations interindustrielles du Québec.

2. D'après les comptes nationaux du Québec, les dépenses courantes publiques en biens et services se sont élevées, en 1961, à 11.5 p.c. de la dépense nationale brute aux prix du marché, et, en 1966, à 12.9. Si on ajoute les dépenses de F.B.C.F., ces pourcentages deviennent respectivement 14.5 et 16.8.

Tableau 1
Dépenses selon les secteurs économiques, 1961 et 1966
 (en pourcentages)

Secteurs économiques	Gouvernement fédéral		Gouvernement du Québec		Municipalités		Commissions scolaires		Institutions d'éducation		Hôpitaux		Total	
	1961	1966	1961	1966	1961	1966	1961	1966	1961	1966	1961	1966	1961	1966
Dépenses courantes														
Secteur primaire	17.1	24.5	13.2	11.0	36.9	41.7	—	0.4	0.2	1.1	32.5	21.3	100	100
Fabrication	23.6	30.9	17.6	8.9	19.7	24.0	9.5	11.7	7.5	8.2	22.3	16.3	100	100
Bâtiment et génie civil	17.8	8.6	25.0	30.6	13.0	48.7	13.7	2.9	19.5	4.2	11.0	4.9	100	100
Transport, entreposage, communications	59.6	41.1	14.4	13.9	6.9	6.3	18.7	28.6	0.3	6.9	0.2	3.1	100	100
Électricité, gaz et eau	5.9	14.5	8.5	6.7	46.9	52.5	10.5	10.2	18.0	6.8	10.1	9.3	100	100
Commerce	3.0	6.5	52.8	24.3	20.1	40.7	11.4	11.1	12.7	12.0	—	5.4	100	100
Finances, assurances, immeuble	1.6	5.4	29.9	36.9	27.9	9.5	27.4	42.3	4.4	1.0	8.7	4.9	100	100
Services	12.9	32.3	36.8	19.3	10.3	18.5	19.7	19.6	8.7	7.2	11.5	3.1	100	100
Total, intermédiaires	24.3	24.3	21.8	18.1	18.2	23.4	16.3	18.2	6.7	6.1	12.7	9.8	100	100
Salaires	20.8	12.1	17.1	11.9	16.1	15.2	19.5	24.8	8.3	10.8	18.1	25.3	100	100
Formation brute de capital fixe														
Fabrication	41.2	10.5	17.4	5.9	—	—	41.4	83.6	—	—	—	—	100	100
Bâtiment et génie civil	10.0	1.6	34.9	40.2	—	—	55.1	58.2	—	—	—	—	100	100
Total	14.5	3.6	32.3	32.4	—	—	53.2	63.9	—	—	—	—	100	100

Nous pouvons constater immédiatement que la part des salaires versés par les institutions augmente. À eux seuls les commissions scolaires et les hôpitaux comptent pour la moitié du total des montants dépensés à ce titre en 1966 (38 p.c. en 1961). Par contre, pour la même année, elles effectuent moins de 30 p.c. du total des achats. Ici, ce sont les municipalités et le gouvernement fédéral qui ont la part la plus élevée. Les municipalités, en particulier, ont vu leur part augmenter substantiellement de 1961 à 1966.

Cette importance relative des achats des municipalités apparaît clairement pour quatre secteurs où leur part est supérieure à 40 p.c. en 1966. Le secteur de la fabrication, considéré depuis longtemps comme le secteur économique le plus important, bénéficie surtout des achats du gouvernement fédéral et des municipalités. À ce sujet, mentionnons la faiblesse relative du gouvernement du Québec (8.9 p.c. en 1966). C'est dans les secteurs du bâtiment, du commerce, des finances, assurances et immeubles que la part du gouvernement du Québec est surtout importante. Le secteur « transport, entreposage et communication » profite surtout des dépenses du gouvernement fédéral et des commissions scolaires, alors que 42 p.c. (en 1966) des dépenses effectuées dans le secteur « finances, assurances et immeuble » sont venues des commissions scolaires.

Le secteur de la fabrication bénéficie, en 1966, de près de la moitié des dépenses courantes (à l'exclusion des salaires) des administrations concernées alors que la part du secteur « commerce », pour la même année, s'élève à peine à 0.5 p.c. Ceci veut dire qu'un pourcentage élevé par rapport à un secteur économique donné peut devenir insignifiant si on l'établit par rapport au total des dépenses d'un gouvernement ou d'une institution. L'inverse pourra aussi se produire. C'est pourquoi nous avons construit le tableau 2.

Ce tableau présente un autre aspect des dépenses courantes en biens et services, c'est-à-dire qu'on y trouve la structure de ces dépenses pour chaque gouvernement et institution, selon les grands secteurs de l'économie. Dans un article publié dans ce même numéro, le professeur Rabeau a déjà comparé la structure des dépenses courantes du gouvernement fédéral faites au Québec, à la structure du P.I.B. québécois. Nous n'insisterons donc pas sur ce point. Nous voulons plutôt, ici, mettre en parallèle les structures de dépenses des différentes administrations.

Tableau 2
Structure des dépenses, 1961 et 1966
 (en pourcentages)

Secteurs économiques	Gouvernement fédéral		Gouvernement du Québec		Municipalités		Commissions scolaires		Institutions d'éducation		Hôpitaux	
	1961	1966	1961	1966	1961	1966	1961	1966	1961	1966	1961	1966
Dépenses courantes												
Secteur primaire	0.4	1.2	0.4	0.6	1.2	2.0	—	—	—	0.1	1.1	1.0
Fabrication	15.3	33.1	14.5	10.8	18.4	24.7	8.3	10.5	15.6	18.7	22.5	16.6
Bâtiment et génie civil	2.7	2.7	4.8	10.9	2.8	14.6	2.8	0.8	9.5	2.8	2.6	1.5
Transport, entreposage, communications	21.7	11.0	6.7	4.2	3.6	1.6	9.1	6.4	0.4	3.9	0.1	0.8
Électricité, gaz et eau	0.3	1.1	0.5	0.6	3.1	3.9	0.7	0.7	2.7	1.1	0.7	0.7
Commerce	—	0.1	0.5	0.3	0.2	0.5	0.1	0.1	0.3	0.3	—	0.1
Finances, assurances, immeuble	0.6	2.3	14.0	17.8	14.8	3.9	13.6	15.1	5.2	0.9	5.0	2.0
Services	2.3	9.5	8.5	6.5	2.7	5.2	4.8	4.9	5.1	4.5	3.2	0.9
Total, intermédiaires	43.3	61.0	49.8	51.8	46.7	56.4	39.4	38.5	38.7	32.3	35.2	23.5
Salaires	47.7	35.7	50.2	40.1	53.3	43.0	60.6	61.5	61.3	67.4	64.8	71.1
Total ¹	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Formation brute de capital fixe												
Fabrication	41.2	65.3	7.8	4.1	—	—	—	—	—	—	11.4	29.5
Bâtiment et génie civil	58.8	34.7	92.2	95.9	—	—	—	—	—	—	88.6	70.5
Total	100	100	100	100	—	—	—	—	—	—	100	100

1. La somme « intermédiaires + salaires » n'est pas partout égale à 100 puisque les facteurs primaires incluent, à part les salaires, des rubriques qui ne sont pas mentionnées ici.

On constate, tout d'abord, ce que nous avons entrevu précédemment, soit l'importance des salaires dans les dépenses des trois types d'institution, comparativement aux trois niveaux de gouvernement. Pour ce qui est des achats de biens et services, la prépondérance du secteur de la fabrication est générale, à l'exception du gouvernement du Québec et des commissions scolaires. Pour ces deux administrations, c'est le secteur « finances, assurances, immeubles » qui prend la part la plus importante. Le bâtiment et le génie civil occupent une place importante pour le gouvernement du Québec et les municipalités, du moins en 1966. Ce tableau confirme également l'importance relativement élevée du secteur « transport, entreposage et communication » dans les dépenses du gouvernement fédéral. En somme, mises à part ces quelques remarques, les structures de dépenses des gouvernements et institutions ne présentent pas de particularités prononcées lorsqu'on les compare entre elles.

Voyons maintenant les dépenses consacrées à la formation brute de capital fixe. Comme le montrent les tableaux 1 et 2, celles-ci sont concentrées dans la fabrication, dans le bâtiment et le génie civil. Nous constatons au tableau 2, que ce dernier secteur accapare la plus grande partie des 973 millions de dollars qui sont allés à la F.B.C.F. en 1966 (377 millions en 1961). Seul le gouvernement fédéral fait exception. Ce phénomène est particulièrement marqué pour le gouvernement du Québec. Pour ce qui est de la répartition des dépenses par niveau d'administration, le tableau 1 montre que ce sont les municipalités et les institutions qui contribuent le plus à la F.B.C.F., surtout dans le secteur de la fabrication en 1966. Ajoutons que pour ce secteur les dépenses bénéficient presque exclusivement à l'industrie du matériel de transport, à l'industrie de la machinerie et à celle du bois et de l'ameublement.

Bref, on constate que les dépenses globales en biens et services des gouvernements et des institutions ont favorisé, en 1966, le secteur de la fabrication, grâce surtout au gouvernement fédéral et aux municipalités. Quant au gouvernement du Québec, ses dépenses vont principalement au secteur de la construction et au secteur tertiaire. Enfin, l'influence des institutions sur l'économie se fait sentir davantage par l'importance relative des salaires qu'elles

versent que par leurs achats de biens et de services, bien que ces derniers ne soient pas négligeables.

Toutefois, pour avoir une réponse satisfaisante à cette question, il est évident qu'il faudrait en faire une analyse plus poussée, entre autres, mesurer les effets indirects et les effets induits des dépenses.

Denis GERMAIN